

N° 7304**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2017-2018

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 25 juillet 2005
portant création d'un lycée-pilote**

* * *

*(Dépôt: le 8.5.2018)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (17.4.2018).....	1
2) Exposé des motifs	2
3) Texte du projet de loi.....	3
4) Commentaire des articles	6
5) Fiche financière	10
6) Tableau comparatif.....	12
7) Fiche d'évaluation d'impact.....	33

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Article unique. – Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote.

Palais de Luxembourg, le 17 avril 2018

*Le Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse*

Claude MEISCH

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

Dans le plan d'action Entrepreneurship 2020 de la Commission Européenne, la première importance est donnée à l'éducation entrepreneuriale. Le présent projet de loi a pour objectif de mettre en place une expérience entrepreneuriale pendant les études secondaires.

Dans la convention « Promotion de l'entrepreneuriat à l'enseignement secondaire » que le lycée-pilote a conclue avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi qu'avec le Ministère de l'Économie, le lycée-pilote s'appuie sur son expérience de 12 ans en matière d'« activités complémentaires » et s'engage à refonder celles-ci en créant des entités plus proches encore de la réalité économique. Les « entreprises » existent déjà au lycée-pilote depuis plusieurs années et elles sont devenues un facteur essentiel de motivation et d'orientation. Il s'agit maintenant, à travers le présent projet de loi, de les ancrer davantage dans le curriculum, afin de leur donner plus de valeur et plus d'impact, y compris et surtout dans les classes supérieures, sous forme d'« unités d'entreprise » qui s'ajoutent aux « unités d'enseignement ».

L'amélioration de la gestion des ressources au sens large – matérielles, naturelles, humaines, temporelles, financières – constitue le défi majeur du monde globalisé d'aujourd'hui. L'éducation moderne ne peut échapper à en faire son objet primordial. À l'école, pour que les élèves prennent conscience de ces questions, en mesurent l'ampleur et le potentiel, il faut réunir les conditions et le personnel adéquats. L'expérience des élèves doit être positive. Les conditions doivent être telles qu'ils prennent envie de s'investir dans un développement économique menant à de meilleures conditions de vie.

Afin d'y parvenir, il faut introduire dans l'école une expérience durable de la dimension collective de l'engagement individuel. C'est dans ce sens que les entreprises sont complémentaires aux cours et aux travaux personnels, concentrés sur l'orientation purement individuelle.

Concrètement, cela passe par une confrontation authentique et continue aux difficultés et aux opportunités de la production et du commerce. Les unités d'entreprise placent l'élève dans la nécessité de s'intégrer dans un processus de production existant et d'apprendre à y développer ses propres talents. Afin de donner à l'engagement de l'élève un caractère plus réel et plus solennel, les unités d'entreprise sont organisées sous forme de stage conventionné. Il convient par conséquent de placer les entreprises sous la responsabilité d'un personnel ayant une expérience étendue du monde économique réel.

Au-delà du volet « entreprise », le présent projet de loi opère des modifications s'imposant face aux conclusions tirées de la pratique de ces dernières années.

TEXTE DU PROJET DE LOI

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du * et celle du Conseil d'État du * portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. L'article 3 est remplacé par le libellé suivant :

« Art. 3. L'organisation scolaire comprend :

- a) des unités d'enseignement ;
- b) des unités d'entreprise ;
- c) des séquences d'études ;
- d) des séquences de récréation ;
- e) des activités parascolaires ;
- f) un encadrement.

Les unités d'enseignement et d'entreprise et les séquences d'études et de récréation sont organisées en alternance pendant huit heures quatre jours par semaine et pendant six heures un jour par semaine. Les élèves participent obligatoirement à un total de trente-deux à trente-quatre unités d'enseignement et d'entreprise, dont huit à dix unités d'entreprise, ainsi qu'aux séquences d'études et de récréation. La prise en commun des repas à l'école est obligatoire pour les élèves des classes de 7e, 6e et 5e. »

Art. 2. À l'article 4, alinéa 2 sont apportées les modifications suivantes :

1. Au point 5, les termes « , et qui comprend les travaux manuels et l'initiation aux technologies de l'information et de la communication ; » sont supprimés.
2. Le point 7 est supprimé.

Art. 3. À l'article 5 sont apportées les modifications suivantes :

1. À l'alinéa 1^{er}, point 3 sont apportées les modifications suivantes :
 - a) Le point b) est remplacé par le texte suivant :
« b) l'engagement dans chaque discipline ; »
 - b) Le point c) est remplacé par le texte suivant :
« c) une appréciation du travail de l'élève dans les unités d'entreprise, à des fins d'orientation ; »
 - c) Le point d) est remplacé par le texte suivant :
« d) des observations du conseil de classe, à des fins d'orientation ; »
 - d) Au point e), les termes « en fin d'année scolaire » sont ajoutés.
2. À l'alinéa 2, le terme « trimestre » est remplacé par celui de « semestre »

Art. 4. L'article 5ter est remplacé par le libellé suivant :

« Art. 5ter. L'organisation scolaire comprend :

- 1) des unités d'enseignement ;
- 2) des unités d'entreprise ;
- 3) des séquences de direction des mémoires ;
- 4) des séquences d'études ;

- 5) des activités parascolaires ;
- 6) un encadrement.

Les élèves participent obligatoirement à un total de trente à trente-deux unités d'enseignement et d'entreprise, dont six unités d'entreprise en classes de troisième et de deuxième, ainsi qu'aux séquences de direction des mémoires, des séquences d'études et de récréation. »

Art. 5. L'article 5quater est remplacé par le libellé suivant :

« Art. 5quater. Le programme du lycée-pilote comprend :

1. la préparation indispensable au diplôme visé ;
2. les unités d'entreprise ;
3. un mémoire collectif en classe de troisième et un mémoire individuel en classe de deuxième.

Les nombres des unités d'enseignement dans les différentes disciplines sont fixés par règlement grand-ducal. »

Art. 6. L'article 5quinquies est remplacé par le libellé suivant :

« Art 5quinquies Il est constitué pour chaque élève un portfolio qui comprend :

1. le journal de bord de l'élève où celui-ci inscrit des informations concernant son parcours scolaire et son projet personnel de formation. Le journal de bord sert d'outil d'auto-évaluation à l'élève ;
2. le dossier qui documente le parcours d'apprentissage personnel de l'élève. L'équipe pédagogique y réunit avec l'élève les documents représentatifs des travaux qu'il réalise au cours du cycle de formation. Des savoirs et des savoir-faire qui ne figurent pas dans les programmes peuvent également être inscrits dans le dossier. Les parents peuvent consulter le dossier de l'élève ;
3. le bulletin établi par l'équipe pédagogique qui y inscrit :
 - a) les notes obtenues dans chaque discipline ;
 - b) une appréciation du travail de l'élève dans les unités d'entreprise, à des fins d'orientation ;
 - c) une appréciation du mémoire, à des fins d'orientation, en fin d'année scolaire ;
 - d) des observations du conseil de classe à des fins d'orientation ;
 - e) la décision de promotion prise par le conseil de classe en fin d'année scolaire.

Le bulletin est établi à la fin de chaque semestre et remis aux parents. »

Art. 7. À l'article 5sexies sont apportés les modifications suivantes :

1. L'alinéa 3 est supprimé.
2. Il est complété par les alinéas suivants :

« Le volume des mémoires est compris entre 7500 et 10000 mots.

Les mémoires sont accompagnés par des directeurs de mémoire, nommés par le directeur parmi les membres du personnel du lycée-pilote. »

Art. 8. Il est inséré un Chapitre IIbis libellé comme suit :

« Chapitre IIbis. Les unités d'entreprise »

Art. 9. Il est inséré un article 5septies libellé comme suit :

« Art. 5septies. Les unités d'entreprise initient aux pratiques économiques, sociales et écologiques dans un contexte de production.

Les unités d'entreprise sont organisées sous forme de stage conventionné, ayant lieu dans des entités appelées « entreprises ».

Le directeur place les entreprises sous la responsabilité d'un personnel expérimenté dans la spécialité correspondante.

La tâche du personnel des entreprises comprend :

1. la mise en place, le maintien et le développement d'une production de biens ou de services ;
2. la conception, la réalisation et le développement d'une distribution ou d'une commercialisation ;

3. la pérennisation de la production et de la distribution ;
4. la recherche de moyens de production et de distribution respectueux de l'environnement et de la santé ;
5. l'implication des élèves dans toutes les activités de l'entreprise ;
6. la valorisation des spécialités correspondantes y compris au niveau professionnel ;
7. l'utilisation des nouvelles technologies ;
8. le soutien des élèves au niveau de la documentation de leurs activités au sein de l'entreprise ;
9. l'organisation d'un accueil occasionnel d'élèves d'autres entreprises. »

Art. 10. À l'article 6 sont apportées les modifications suivantes :

1. À l'alinéa 2, les termes « chargée de l'organisation de l'enseignement, des séquences d'études et des activités complémentaires. » sont remplacés par ceux de « en charge des unités d'enseignement cours, ainsi que des séquences d'études. L'entité formée par l'équipe pédagogique et les classes dont elle a la responsabilité est appelée « maison ».
2. L'alinéa 3 est supprimé.
3. L'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :
« Chaque élève est suivi par un tuteur membre du personnel du lycée-pilote. »
4. À l'alinéa 5, les termes « et de l'élève en matière d'orientation » sont insérés entre les termes « Le tuteur est l'interlocuteur privilégié des parents » et « L'équipe pédagogique organise une disponibilité pour le tutorat. »
5. L'alinéa 7 est remplacé par l'alinéa suivant :
« La tâche hebdomadaire de l'éducateur gradué comprend :
a) la gestion d'une maison, en collaboration avec les enseignants et les élèves ;
b) l'assurance d'une atmosphère chaleureuse et studieuse au sein de la maison ;
c) l'organisation et la supervision des séquences d'études et de récréation ;
d) le maintien de l'ordre et de la discipline ;
e) la gestion des absences et des disponibilités ;
f) l'organisation des réunions de concertation de l'équipe pédagogique ;
g) l'encadrement socio-éducatif des élèves et l'assistance à des élèves en difficulté ;
h) la représentation de la maison auprès de la direction. »

Art. 11. À l'article 8, les termes « de l'équipe pédagogique de la classe » sont remplacés par ceux de « des titulaires des élèves de la classe, des tuteurs concernés, des éducateurs gradués de l'équipe pédagogique concernée, ».

Art. 12. À l'article 9, alinéa 2, les termes « À la fin du premier trimestre » sont remplacés par ceux de « Au milieu du premier semestre ».

Art. 13. L'article 11bis est remplacé par le libellé suivant :

« Art. 11bis. Pendant le cycle de formation, la promotion des élèves se fait sur la base de l'évaluation des disciplines et des ajournements. À l'exception des disciplines organisées pendant un seul semestre, chaque discipline donne lieu à deux notes semestrielles. Si ces deux notes sont suffisantes, la discipline est réussie. Si les deux notes sont insuffisantes, la discipline n'est pas réussie. Si l'une des deux notes est insuffisante, le titulaire décide si la discipline est réussie ou non. Dans le cas d'une discipline organisée pendant un seul semestre, la note semestrielle est déterminante.

L'élève qui réussit toutes les disciplines réussit l'année.

L'élève qui échoue dans plus d'un tiers des disciplines échoue.

Dans tous les autres cas, le conseil de classe décide soit d'une réussite, soit d'un échec, soit d'un ou de plusieurs ajournements. Le conseil de classe peut consulter l'élève avant de prendre sa décision.

L'élève ajourné qui a obtenu une note suffisante dans chaque épreuve d'ajournement réussit l'année.

Les critères d'évaluation des disciplines et de l'ajournement, ainsi que les modalités de l'ajournement sont déterminés par règlement grand-ducal. »

Art. 14. L'article 12 est abrogé.

Art. 15. L'article 13 est remplacé par le libellé suivant :

« Art. 13. Le cadre du personnel comprend un directeur, des directeurs adjoints et des fonctionnaires des différentes catégories de traitement telles que prévues par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Il peut être complété par des fonctionnaires stagiaires, des employés et des salariés de l'État dans la limite des crédits budgétaires. »

Art. 16. Il est inséré un article 13bis libellé comme suit :

« Art. 13bis. Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1er, point e) de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, les employés relevant du sous-groupe administratif engagés pour les besoins spécifiques des unités d'entreprise doivent remplir les conditions particulières suivantes :

1. se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans la spécialité demandée ;
2. prouver par des certificats qu'ils ont atteint le niveau B2 du cadre européen commun de référence des langues dans au moins une des langues administratives définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

La tâche hebdomadaire et les congés des employés en charge des unités d'entreprise sont fixés par règlement grand-ducal. »

Art. 17. Il est inséré un article 14ter libellé comme suit :

« Art. 14ter. Le lycée-pilote est autorisé à percevoir des recettes pour des prestations issues des « entreprises ». »

Art. 18. La présente loi entre en vigueur à la rentrée scolaire 2018/2019.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad Article 1.

L'organisation scolaire du lycée-pilote diffère de celle des autres lycées d'enseignement secondaire. Depuis 2005, les activités complémentaires ont évolué vers des activités à caractère orientatif et proches de l'entrepreneuriat, d'une part, et vers des activités plus récréatives, d'autre part.

Les premières donnent lieu à des « unités d'entreprise », introduites à l'article 7bis.

Les secondes deviennent des activités parascolaires facultatives.

À l'image du lycée de Redange, un après-midi sera réservé à des réunions professionnelles de qualité, sans que le personnel ait à assurer en parallèle l'encadrement des élèves. Tout le personnel, y compris les personnes bénéficiant de tâches à temps partiel, doit y être obligatoirement présent. Du coup, il n'y a plus lieu d'organiser les demi-journées pédagogiques que le lycée-pilote avait coutume d'organiser six après-midis par année en libérant les élèves. Avec un après-midi de libre, il n'y a plus besoin d'annuler des cours ou des entreprises.

La détermination du nombre d'unités d'entreprise obligatoires, vu son impact financier, n'incombe pas au conseil d'éducation.

Le total d'unités d'enseignement et d'entreprise peut varier de 32 à 34 suivant que les élèves choisissent la section « latin » ou non.

Le nombre d'activités parascolaires dépend des inscriptions et de la faisabilité.

Ad Article 2.

La suppression de ces termes s'impose alors que les travaux manuels et l'initiation aux technologies de l'information et de la communication sont intégrés dans les unités d'entreprise et ils ne sont donc plus enseignés dans le cadre de la discipline « science et technique ».

La discipline « perfectionnement » est supprimée pour libérer du temps pour les unités d'entreprise.

Ad Article 3.

Cet article adapte les éléments figurant dans le portfolio de chaque élève, et plus précisément les éléments qui figurent désormais sur le bulletin de chaque élève. L'expérience montre que l'orientation est améliorée par des indications sur l'engagement de l'élève dans les disciplines, ainsi que par une appréciation de son travail dans les unités d'entreprise. Il est toutefois à préciser que l'appréciation du travail de l'élève n'y figure qu'uniquement à titre d'orientation et n'a aucun impact sur la promotion de l'élève.

Les résultats des épreuves communes sont intégrés dans l'évaluation des performances de l'élève dans les disciplines correspondantes et ne figurent donc plus comme élément à part sur le bulletin de l'élève.

Finalement, l'orientation est améliorée par des bulletins semestriels, permettant ainsi des commentaires plus éclairés.

Ad Article 4.

Comme au cycle d'orientation, l'organisation scolaire comprend des unités d'enseignement et des unités d'entreprise.

L'enseignement n'est plus organisé de manière modulaire. L'idée originelle de l'organisation modulaire avait été liée à la création d'un cycle comprenant la classe de troisième et la classe de deuxième. Or, il s'est avéré qu'une décision de promotion, dès la fin de la classe de troisième, est nécessaire en raison des passerelles vers l'enseignement secondaire général, des carrières rattachées à une classe de troisième réussie dans les services publics et des conditions d'admission à certaines écoles supérieures techniques liées, à l'obtention d'une classe de troisième.

Les « séquences de rédaction des mémoires » ont été remplacées par des « séquences de direction des mémoires » parce que seul l'accompagnement des mémoires par des directeurs de mémoire est organisé au sein du lycée-pilote. La rédaction des mémoires proprement dite relève bien sûr de l'autonomie de l'élève.

Comme au cycle d'orientation, les activités complémentaires donnent à présent lieu à des unités d'entreprise obligatoires et à des activités parascolaires facultatives.

La raison de fixer le nombre d'unités d'entreprise au sein du règlement grand-ducal est la même que celle fournie à l'article 1^{er} relatif au cycle d'orientation, à savoir que cette décision n'incombe pas au conseil d'éducation.

Ad Article 5.

Cet article remplace les deux anciens articles 5quater et 5quinquies.

Cette fusion découle de l'abandon des modules.

Comme les activités complémentaires sont remplacées par les unités d'entreprise, ainsi que par un petit nombre d'activités parascolaires, il n'est plus possible d'organiser l'éducation physique sous forme d'activités complémentaires au choix. Elle figure désormais parmi les disciplines.

Les unités d'entreprise au cycle de formation visent à développer les compétences entrepreneuriales acquises au cycle d'orientation.

Ad Article 6.

Au cycle de formation, l'orientation vers les études supérieures devient de plus en plus importante.

Au cycle d'orientation, le portfolio s'est confirmé comme étant un outil d'orientation essentiel.

C'est pourquoi il est utile de le consolider au cycle de formation, tout en veillant à séparer les éléments promotionnels des éléments figurant dans le portfolio à titre d'orientation.

Il est à relever que, conformément à l'article 11bis, la promotion se rapporte exclusivement à l'évaluation des disciplines.

Les mémoires n'interviennent plus dans la promotion des élèves. Il est préférable de les considérer comme des outils d'orientation et de préparation aux études supérieures, au même rang que les unités d'entreprise.

Dans l'état actuel des choses, le mémoire est évalué indépendamment des autres disciplines et des délibérations du conseil de classe et son acceptation par un jury est une condition nécessaire à la réussite de l'année. Ces modalités ont conféré au mémoire un poids promotionnel déraisonnable, le plaçant d'emblée au-delà de toutes les disciplines et soumettant les élèves du lycée-pilote à des critères promotionnels excessifs par comparaison à ceux en vigueur au niveau national pour les autres lycées d'enseignement secondaire.

De façon générale, le portfolio facilite la confection d'un complément au diplôme représentatif.

Ad Article 7.

Les modalités définies à l'ancien article 5sexies n'ont plus lieu d'être, car le mémoire n'a plus de fonction promotionnelle.

Cela n'empêche qu'il reste obligatoire, au même titre que les entreprises. C'est pourquoi son volume doit être spécifié par le présent article.

Ad Article 8.

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Ad Article 9.

Cet article précise la visée des unités d'entreprise et définit la tâche du personnel intervenant dans le cadre des unités d'entreprise.

L'organisation des unités d'entreprise, sous forme de stage conventionné prolongé, conformément au règlement grand-ducal du 10 août 1982 fixant les conditions et modalités des stages de formation et des stages probatoires, a pour finalité de confronter l'élève à des enjeux collectifs propres à une production et de le confronter à des responsabilités, des devoirs, des obligations, qui ne sont pas générés par les cours. Les unités d'entreprise dépassent les stages d'observation à courte durée organisés ponctuellement pendant le parcours scolaire de l'élève. Son engagement prolongé permet à l'élève de faire l'expérience des répercussions de son action sur une production qui dépasse sa propre personne. Cela aiguise son sens des responsabilités, mais aussi sa motivation à investir ses propres efforts et talents dans des réalisations collectives.

La convention est conclue entre les élèves et le lycée-pilote, représenté par les différentes entreprises.

Il est urgent de donner à l'éducation de la jeunesse une dimension qui va au-delà de la simple consommation et reproduction qui prennent trop de place à l'école et dans la société moderne. Il relève de la responsabilité de l'école de donner à chaque élève la chance de s'investir dans un processus de production et de prendre conscience de l'impact de sa contribution. C'est pourquoi le personnel intervenant dans le cadre des unités d'entreprise a la charge de permettre aux élèves de découvrir les différentes activités de l'entreprise.

La raison d'être des entreprises dans le lycée-pilote dépasse l'orientation proprement dite qui figure sur le bilan de chaque élève. Les entreprises sont censées apporter à tous les élèves un sens pratique, économique, écologique et relationnel que les cours ne peuvent assurer. Les élèves de l'enseignement classique ont autant à y gagner que tous les autres, même si, notamment au cycle supérieur, ceux-ci assureront plus particulièrement des fonctions de gestion et de recherche.

Les unités d'entreprise placent les élèves dans l'obligation de se projeter dans une entreprise, de prendre conscience de ce qu'ils peuvent lui apporter et de faire durablement leurs preuves.

Dans les entreprises, l'acquisition de savoirs et de compétences se fait de manière plus pratique et plus inhérente (learning by doing) que dans les cours. Plus que dans les disciplines, l'accent est mis

explicitement sur la réalisation d'un produit respectivement d'un service et sur le maintien d'une production continue et durable. Chaque entreprise comprend par conséquent différents volets : sensibilisation, initiation, pratique professionnelle, commercialisation, mais aussi gestion, finances, etc.

Ad Article 10.

1. L'augmentation du nombre des élèves et l'ajout du cycle supérieur ont rendu nécessaire une organisation centralisée, assurée par la direction. Les dénominations « entreprises » et « maisons » traduisent la dualité que le lycée-pilote veut faire valoir entre un lieu d'apprentissage plus théorique et plus protégé (maison) et un lieu de préparation plus pratique et plus pragmatique au monde économique (entreprise). De plus, ces dénominations entendent accentuer l'autonomie, la prise de responsabilité et d'initiative des différentes entreprises et maisons. Elles renforcent notamment un sentiment d'appartenance favorable à la motivation et à l'engagement des élèves et des personnels.

Quant aux activités complémentaires, elles sont remplacées par les entreprises et celles-ci tombent sous la responsabilité d'un personnel engagé à cette fin.

2. Dans le sens d'une orientation complète, il vaut mieux faire bénéficier l'élève d'une variété de vues et de connaissances. C'est pourquoi, il est préférable que l'élève change de tuteur chaque année. Par ailleurs, avec l'augmentation du nombre d'élèves et l'ajout du cycle supérieur, les équipes doivent de toute façon être recomposées chaque année.
3. Il n'est pas toujours utile de réserver l'orientation aux seuls enseignants, respectivement au seul personnel d'une maison. Il peut arriver qu'un élève soit mieux guidé par un autre membre du personnel avec lequel il collabore plus spécialement.
4. Ce point ne nécessite pas de commentaire.
5. L'expérience a montré qu'il est utile que l'éducateur se concentre sur la tenue de la maison qui lui est confiée. Il est le coordinateur et le représentant de la maison et il est responsable de conférer à la maison un caractère et une atmosphère utiles à l'étude et à l'acquisition de compétences sociales solides. Cette tâche correspond aussi bien à son profil éducatif qu'à son profil gestionnaire.

Ad Article 11.

Il arrive que des titulaires interviennent dans plusieurs équipes pédagogiques. Il faut donc qu'ils assistent aux conseils de classe des différentes classes en question.

Ad Article 12.

Cet article remplace l'organisation trimestrielle par une organisation semestrielle.

Ad Article 13.

Les mémoires n'interviennent plus dans la promotion.

L'enseignement n'est plus modulaire. Les critères de promotion se rapportent à des disciplines réussies et non plus à des modules réussis.

Ad Article 14.

Suite à des récentes modifications apportées à la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées, cette dérogation n'a plus lieu d'être. En effet, les modifications précitées prévoient désormais que les éducateurs font à présent partie de toute façon du comité de la conférence du lycée et le lycée-pilote ne doit donc désormais plus déroger aux dispositions applicables pour l'ensemble des lycées de l'enseignement secondaire.

Ad Article 15.

Le présent article tient compte des changements intervenus suite à l'entrée en vigueur de la réforme de la Fonction publique et de la réforme administrative. En effet, il s'avère que lors des modifications des articles des différentes lois établissant un cadre du personnel, qui avaient été faites lors de la rédaction de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, l'article 13 de la loi modifiée du 6 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote avait été oublié.

Ad Article 16.

Les personnes actuellement en place dans les entreprises internes du lycée-pilote avaient été embauchées comme chargés d'éducation, faute d'un statut mieux adapté. L'objectif était, dès le début, d'introduire dans l'école des activités proches de la pratique et de la réalité économique. Des personnes faisant preuve d'une expérience entrepreneuriale avaient été embauchées. Or, le statut de chargé d'éducation qui leur avait été attribué en 2005, à titre provisoire, n'a jamais été remplacé.

Les changements intervenus dans les conditions d'accès au poste de chargé d'éducation, rendraient impossible l'embauche de ces personnes aujourd'hui, en raison des modifications au niveau des diplômes, mais surtout au niveau du cycle de formation de début de carrière, devenu obligatoire pour les chargés d'éducation et organisé dans les seules branches scolaires traditionnelles. Or, les entreprises couvrent des spécialités qui ne figurent pas parmi les branches scolaires organisées au niveau du cycle inférieur, ni de l'enseignement secondaire classique, ni de l'enseignement secondaire général. Il est donc devenu nécessaire de concevoir une autre manière d'embaucher les personnes en charge des entreprises du lycée-pilote.

Le statut d'employé, exigeant une formation administrative à l'INAP, est mieux adapté aux personnes responsables des entreprises du lycée-pilote. En effet, étant censées préparer les élèves au monde des entreprises et au marché de l'emploi, elles ont tout intérêt à connaître, à côté de leur spécialité, le contexte administratif et juridique luxembourgeois.

La présence accrue sur place, y compris pendant les vacances scolaires, impliquée par le statut d'employé, est également souhaitable. L'expérience montre en effet qu'une entreprise menée seulement par des enseignants avec leur tâche d'enseignement minutieusement calculée par des unités d'enseignement peut difficilement assurer sa mission de production et de gestion. En effet, le fonctionnement d'une entité de production comprend des travaux de préparation, d'entretien, de développement, d'aménagement et de gestion qui s'effectuent nécessairement sur place.

Pendant les vacances et congés scolaires, les spécialistes pourront organiser des périodes de fonctionnement intensif de leur entreprise, ainsi que des stages d'initiation ou de perfectionnement.

La coopération, devenue essentielle dans l'entrepreneuriat moderne, constitue un autre argument en faveur d'une présence continue dans chaque entreprise.

Ad Article 17.

Il est essentiel que les unités d'entreprise fournissent aux élèves, dans un cadre sécurisé, une initiation plus ou moins étendue à la gestion financière. La perception des recettes se fait, bien entendu, dans le cadre des conditions et des modalités propres aux services de l'État à gestion séparée, telles qu'elles sont précisées dans le règlement ministériel du 13 juillet 2007.

Ad. Article 18.

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

*

FICHE FINANCIERE

Il découle du projet de loi une diminution des unités d'enseignement à organiser et une augmentation des activités complémentaires, réorganisées en unités d'entreprise et d'activités parascolaires.

Les unités d'enseignement diminuent de 228 unités, en raison de la diminution du nombre d'unités d'enseignement et de la disparition des unités dédoublées au sein de la discipline « science et technique ».

La diminution d'unités d'enseignement dans une classe de 7C vient par exemple de

- la suppression de la discipline « perfectionnement » (2 unités hebdomadaires avec dédoublement de la classe, c'est-à-dire l'équivalent de 4 unités),
- la suppression d'un dédoublement de classe en science et technique (2 unités),
- du remplacement de 4 unités d'enseignement par des unités d'entreprise (4 unités).

De cette manière la diminution des unités d'enseignement se compose comme suit :

<i>classe</i>	<i>nombre de classes</i>	<i>réduction d'unités d'enseignement par classe</i>	<i>réduction totale</i>
7C	3	4+2+4=10	30
6C	3	10	30
5C	3	8	24
4C	3	8	24
7G	3	10	30
6G	3	12	36
5G	2	8	16
5PRO	1	14	14
7P	1	8	8
6P	1	8	8
5P	1	8	8
			228

Le nombre d'unités d'enseignement au cycle supérieur reste inchangé.

Le nombre d'unités d'entreprise à organiser au cycle inférieur se calcule selon la formule suivante :

$$\frac{(\text{nombre d'élèves}) \times (\text{nombre d'unités d'entreprise par semaine})}{(\text{nombre d'élèves moyen par unité d'entreprise})}$$

Le nombre d'élèves au cycle inférieur se compose comme suit :

<i>régime</i>	<i>nombre de classes</i>	<i>nombre d'élèves par classe</i>	
C	12	25	300
G / PRO	9	23	207
P	3	15	45
			552

De ces 552 élèves, 68 auront 10 unités d'entreprise, tous les autres 8.

Le nombre d'unités d'entreprise étant compris entre 8 et 10 au cycle inférieur et le nombre d'élèves moyen par unité d'entreprise étant de 12 (comme dans les ateliers de la formation professionnelle), le nombre d'unités d'entreprise à organiser est de

$$(552-68) \times 8/12 + 68 \times 10/12 = 380.$$

Au cycle supérieur, il faut compter avec 120 élèves en 3e et en 2e.

Le nombre d'unités d'entreprise étant fixé à exactement 6, le nombre d'unités à organiser est par conséquent de $120 \times 6 / 12 = 60$.

Le nombre total d'unités d'entreprise à organiser au cycle inférieur et au cycle supérieur est par conséquent de $380 + 60 = 440$.

Il convient de fixer le nombre d'activités parascolaires à organiser dans un lycée à plein temps au double du nombre correspondant dans un lycée conventionnel. Dans le cas du lycée-pilote, cela revient à 50 unités à organiser à partir de l'année scolaire 2018/2019.

Le nombre actuel d'unités consacrées aux activités complémentaires est de 300.

L'augmentation de ces unités est par conséquent de 190.

Or la diminution des unités d'enseignement est de 228.

À 38 unités près, l'impact financier est minime.

TABLEAU DE COMPARAISON

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>LOI MODIFIÉE DU 25 JUILLET 2005 portant création d'un lycée-pilote</p> <p>Art. 1er. Il est créé un lycée-pilote public ayant pour mission de mettre en oeuvre un enseignement et un encadrement éducatif intégrés des élèves.</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>« L'offre scolaire du lycée-pilote comprend un cycle d'orientation et un cycle de formation. »</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>« Chapitre I. Le cycle d'orientation du lycée-pilote »</p> <p>Art. 2. <i>(Loi du 29 août 2017)</i> « Le cycle d'orientation du lycée-pilote comporte les classes inférieures et la classe de 4e de l'enseignement secondaire classique</p>	<p>PROJET DE LOI portant modification de la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</p> <p>Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,</p> <p>Notre Conseil d'État entendu ;</p> <p>De l'assentiment de la Chambre des députés;</p> <p>Vu la décision de la Chambre des députés du * et celle du Conseil d'État du * portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;</p> <p>Avons ordonné et ordonnons :</p>	<p>LOI DU 25 JUILLET 2005 portant création d'un lycée-pilote,</p> <p>(Mém. A-124 du 10.8.2005, p. 2156 – Republication: Mém. A-139 du 26 août 2005, p. 2478)</p> <p>modifiée par:</p> <p>Loi du 12 mai 2009, (Mém. A-106 du 20.5.2009, p. 1558)</p> <p>Loi du 1^{er} juillet 2011, (Mém. A – 134 du 7 juillet 2011, p. 1918; doc. parl. 6226)</p> <p>Loi du 24 août 2016, (Mém. A – 187 du 8 septembre 2016, p. 3074; doc. parl. 6967)</p> <p>Loi du 22 juin 2017, (Mém. A – 605 du 29 juin 2017; doc. parl. 6787)</p> <p>Loi du ***</p> <p>Texte coordonné au * Version applicable à partir du *</p> <p>Art. 1er. Il est créé un lycée-pilote public ayant pour mission de mettre en oeuvre un enseignement et un encadrement éducatif intégrés des élèves.</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>« L'offre scolaire du lycée-pilote comprend un cycle d'orientation et un cycle de formation. »</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>« Chapitre I. Le cycle d'orientation du lycée-pilote »</p> <p>Art. 2. <i>(Loi du 29 août 2017)</i> « Le cycle d'orientation du lycée-pilote comporte les classes inférieures et la classe de 4e de l'enseignement secondaire classique</p>

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>ainsi que les classes inférieures de l'enseignement secondaire général. »</p> <p>(...) (abrogé par la loi du 12 mai 2009)</p> <p>Les élèves y reçoivent une formation générale qui leur permet d'accéder à la fin du cycle d'orientation à une formation qui correspond à leurs capacités et à leurs aspirations et qui leur permet d'atteindre le socle de compétences tel qu'il est défini par règlement grand-ducal.</p> <p>Art. 3. L'organisation scolaire comprend:</p> <ol style="list-style-type: none"> des unités d'enseignement; des séquences d'études; des séquences de récréation; des activités complémentaires; un encadrement. <p>(Loi du 12 mai 2009)</p> <p>« Les unités d'enseignement et les séquences d'études et de récréation sont organisées en alternance pendant huit heures par jour et pendant cinq jours par semaine. Les élèves participent obligatoirement aux unités d'enseignement, aux séquences d'études, aux séquences de récréation, ainsi qu'à des activités complémentaires. Le nombre de séquences d'études et d'activités complémentaires obligatoires est fixé par le conseil d'éducation. La prise en commun des repas à l'école est obligatoire pour les élèves des classes de 7e, 6e/8e et 5e/9e.»</p>	<p>Art. 1^{er}. L'article 3 est remplacé par le libellé suivant :</p> <p>« Art. 3. L'organisation scolaire comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> des unités d'enseignement ; des unités d'entreprise ; des séquences d'études ; des séquences de récréation ; des activités parascolaires ; un encadrement. <p>Les unités d'enseignement et d'entreprise et les séquences d'études et de récréation sont organisées en alternance pendant huit heures quatre jours par semaine et pendant six heures un jour par semaine. Les élèves participent obligatoirement à un total de trente-deux à trente-quatre unités d'enseignement et d'entreprise, dont huit à dix unités d'entreprise, ainsi qu'aux séquences d'études et de récréation. La prise en commun des repas à l'école est obligatoire pour les élèves des classes de 7e, 6e et 5e. »</p>	<p>ainsi que les classes inférieures de l'enseignement secondaire général. »</p> <p>(...) (abrogé par la loi du 12 mai 2009)</p> <p>Les élèves y reçoivent une formation générale qui leur permet d'accéder à la fin du cycle d'orientation à une formation qui correspond à leurs capacités et à leurs aspirations et qui leur permet d'atteindre le socle de compétences tel qu'il est défini par règlement grand-ducal.</p> <p>(Loi du *)</p> <p>Art. 3. L'organisation scolaire comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> des unités d'enseignement ; des unités d'entreprise ; des séquences d'études ; des séquences de récréation ; des activités parascolaires ; un encadrement. <p>Les unités d'enseignement et d'entreprise et les séquences d'études et de récréation sont organisées en alternance pendant huit heures quatre jours par semaine et pendant six heures un jour par semaine. Les élèves participent obligatoirement à un total de trente-deux à trente-quatre unités d'enseignement et d'entreprise, dont huit à dix unités d'entreprise, ainsi qu'aux séquences d'études et de récréation. La prise en commun des repas à l'école est obligatoire pour les élèves des classes de 7e, 6e et 5e.</p> <p>L'organisation scolaire comprend:</p> <ol style="list-style-type: none"> des unités d'enseignement; des séquences d'études; des séquences de récréation; des activités complémentaires;

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>Art. 4. (Loi du 29 août 2017) « Les matières enseignées sont les mêmes que celles prévues pour les classes de septième à quatrième de l'enseignement secondaire classique et de septième à cinquième de l'enseignement secondaire général. »</p> <p>L'enseignement est offert dans les « disciplines » suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la « discipline » «langues» qui comprend les langues française, anglaise, allemande, latine et luxembourgeoise; 2. la « discipline » «mathématique»; 3. la « discipline » «art et société» qui traite plus spécialement de l'histoire, de la géographie humaine, de l'éducation artistique et musicale, ainsi que de l'éducation civique; <p>(Loi du 24 août 2016)</p> <ol style="list-style-type: none"> «4. la « discipline » «vie et société»; 5. la « discipline » «science et technique» qui traite plus spécialement de la physique, de la chimie, de la géographie physique, de la biologie, et qui comprend les travaux manuels et l'initiation aux technologies de l'information et de la communication; 	<p>Art. 2. À l'article 4, alinéa 2 sont apportées les modifications suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Au point 5, les termes « , et qui comprend les travaux manuels et l'initiation aux technologies de l'information et de la communication ; » sont supprimés. 2. Le point 7 est supprimé. 	<p>e) un encadrement.</p> <p>(Loi du 12 mai 2009)</p> <p>« Les unités d'enseignement et les séquences d'études et de récréation sont organisées en alternance pendant huit heures par jour et pendant cinq jours par semaine. Les élèves participent obligatoirement aux unités d'enseignement, aux séquences d'études, aux séquences de récréation, ainsi qu'à des activités complémentaires. Le nombre de séquences d'études et d'activités complémentaires obligatoires est fixé par le conseil d'éducation. La prise en commun des repas à l'école est obligatoire pour les élèves des classes de 7^e, 6^e/8^e et 5^e/9^e.</p> <p>Art. 4. (Loi du 29 août 2017) « Les matières enseignées sont les mêmes que celles prévues pour les classes de septième à quatrième de l'enseignement secondaire classique et de septième à cinquième de l'enseignement secondaire général. »</p> <p>(Loi du *)</p> <p>L'enseignement est offert dans les disciplines suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la discipline « langues » qui comprend les langues française, anglaise, allemande, latine et luxembourgeoise ; 2. la discipline « mathématique » ; 3. la discipline « art et société » qui traite plus spécialement de l'histoire, de la géographie humaine, de l'éducation artistique et musicale, ainsi que de l'éducation civique ; <p>(Loi du 24 août 2016)</p> <ol style="list-style-type: none"> « 4. la discipline « vie et société » ; 5. la discipline « science et technique » qui traite plus spécialement de la physique, de la chimie, de la géographie physique, de la biologie, et qui comprend les travaux manuels et l'initiation aux technologies de l'information et de la communication ;

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>6. la « discipline » « sport et santé » qui comprend l'éducation sportive et inclut des éléments de biologie humaine;</p> <p>7. la « discipline » « perfectionnement » qui comprend l'élargissement et l'approfondissement de toutes les « disciplines ».</p> <p>Les lignes directrices des programmes des différentes « disciplines » et les grilles des horaires correspondantes sont fixées par règlement grand-ducal.</p> <p>Art. 5. Il est constitué pour chaque élève un portfolio qui comprend:</p> <ol style="list-style-type: none"> le journal de bord de l'élève où inscrit des informations concernant son parcours scolaire et son projet personnel de formation. Le journal de bord sert d'outil d'auto-évaluation à l'élève; le dossier qui documente le parcours d'apprentissage personnel de l'élève. L'équipe pédagogique y réunit avec l'élève les documents représentatifs des travaux réalisés au cours du cycle d'orientation. Des savoirs et des savoir-faire qui ne figurent pas dans les programmes et qui vont au-delà du socle de compétences peuvent également être inscrits dans le dossier. Les parents peuvent consulter le dossier de l'élève; <p>(Loi du 12 mai 2009)</p> <p>«3. le bulletin établi par l'équipe pédagogique qui y inscrit:</p> <ol style="list-style-type: none"> les performances et les acquis de l'élève dans chaque « discipline » relativement aux compétences définies par règlement grand-ducal; les observations du conseil de classe sur la manière dont l'élève coopère et participe aux travaux scolaires et à la vie de l'école; 	<p>Art. 3. À l'article 5 sont apportées les modifications suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> A l'alinéa 1er, point 3 sont apportées les modifications suivantes : <ol style="list-style-type: none"> Le point b) est remplacé par le texte suivant : l'engagement dans chaque discipline ; » Le point c) est remplacé par le texte suivant : <ol style="list-style-type: none"> une appréciation du travail de l'élève dans les unités d'entreprise, à des fins d'orientation ; » Le point d) est remplacé par le texte suivant : <ol style="list-style-type: none"> des observations du conseil de classe, à des fins d'orientation ; » Au point e), les termes « en fin d'année scolaire » sont ajoutés. <p>2. A l'alinéa 2, le terme « trimestre » est remplacé par celui de « semestre ».</p> 	<p>prend les travaux manuels et l'initiation aux technologies de l'information et de la communication;</p> <p>6. la discipline « sport et santé » qui comprend l'éducation sportive et inclut des éléments de biologie humaine ;</p> <p>7. la discipline « perfectionnement » qui comprend l'élargissement et l'approfondissement de toutes les disciplines ;</p> <p>Les lignes directrices des programmes des différentes « disciplines » et les grilles des horaires correspondantes sont fixées par règlement grand-ducal.</p> <p>Art. 5. Il est constitué pour chaque élève un portfolio qui comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> le journal de bord de l'élève où celui-ci inscrit des informations concernant son parcours scolaire et son projet personnel de formation. Le journal de bord sert d'outil d'auto-évaluation à l'élève ; le dossier qui documente le parcours d'apprentissage personnel de l'élève. L'équipe pédagogique y réunit avec l'élève les documents représentatifs des travaux réalisés au cours du cycle d'orientation. Des savoirs et des savoir-faire qui ne figurent pas dans les programmes et qui vont au-delà du socle de compétences peuvent également être inscrits dans le dossier. Les parents peuvent consulter le dossier de l'élève ; <p>(Loi du *)</p> <p>3. le bulletin établi par l'équipe pédagogique qui y inscrit :</p> <ol style="list-style-type: none"> les performances et les acquis de l'élève dans chaque « discipline » relativement aux compétences définies par règlement grand-ducal ; l'engagement dans chaque discipline, les observations du conseil de classe sur la manière dont l'élève coopère et participe aux travaux scolaires et à la vie de l'école;

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>c) les résultats des épreuves communes auxquelles le lycée-pilote participe;</p> <p>d) des recommandations du conseil de classe;</p> <p>e) les propositions de progression ou d'orientation émises par le conseil de classe. Le bulletin est établi à la fin de chaque trimestre et remis aux parents.»</p> <p>(Loi du 12 mai 2009)</p> <p>«Chapitre II. Le cycle de formation du lycée-pilote</p> <p>(Loi du 29 août 2017)</p> <p>« Art. 5bis. Le cycle de formation du lycée-pilote peut comprendre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les classes supérieures de 3e, 2e et 1^{re} de l'enseignement secondaire classique ; 2. les classes supérieures de l'enseignement secondaire général ; 3. des classes de la formation professionnelle. » <p>Art. 5ter. L'organisation scolaire comprend:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) des modules d'enseignement; 2) des séquences de rédaction de mémoires; 3) des activités complémentaires; 4) un encadrement. 	<p>Art. 4. L'article 5ter est remplacé par le libellé suivant :</p> <p>« <u>Art. 5ter.</u> L'organisation scolaire comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) des unités d'enseignement ; 2) des unités d'entreprise ; 3) des séquences de direction des mémoires ; 4) des séquences d'études ; 5) des activités parascolaires ; 6) un encadrement. <p>Les élèves participent obligatoirement à un total de trente à trente-deux unités d'enseignement et d'entreprise, dont six unités d'entreprise en classes de troisième et de deuxième, ainsi qu'aux séquences de direction des mémoires, des séquences d'études et de récréation. »</p>	<p>c) une appréciation du travail de l'élève dans les unités d'entreprise, à des fins d'orientation ;</p> <p>e) les résultats des épreuves communes auxquelles le lycée-pilote participe ;</p> <p>d) des observations du conseil de classe, à des fins d'orientation ;</p> <p>d) des recommandations du conseil de classe;</p> <p>e) les propositions de progression ou d'orientation émises par le conseil de classe en fin d'année scolaire.</p> <p>Le bulletin est établi à la fin de chaque semestre trimestre et remis aux parents.</p> <p>(Loi du 12 mai 2009)</p> <p>«Chapitre II. Le cycle de formation du lycée-pilote</p> <p>(Loi du 29 août 2017)</p> <p>Art. 5bis. Le cycle de formation du lycée-pilote peut comprendre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les classes supérieures de 3e, 2e et 1^{re} de l'enseignement secondaire classique ; 2. les classes supérieures de l'enseignement secondaire général ; 3. des classes de la formation professionnelle. » <p>(Loi du *)</p> <p>Art. 5ter. L'organisation scolaire comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) des unités d'enseignement ; 2) des unités d'entreprise ; 3) des séquences de direction des mémoires ; 4) des séquences d'études ; 5) des activités parascolaires ; 6) un encadrement.

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>Art. 5quater. « À l'exception de la rédaction des mémoires», les « disciplines » enseignées sont les mêmes que celles prévues « pour les classes de 3e à 1re de l'enseignement secondaire classique, les classes de 4e à 1re de l'enseignement secondaire général et des classes de la formation professionnelle ».</p>	<p>Art. 5. L'article 5quater est remplacé par le libellé suivant :</p> <p>« Art. 5quater. Le programme du lycée-pilote comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la préparation indispensable au diplôme visé ; 2. les unités d'entreprise; 3. un mémoire collectif en classe de troisième et un mémoire individuel en classe de deuxième. <p>Les nombres des unités d'enseignement dans les différentes disciplines sont fixés par règlement grand-ducal. »</p> <p>Art. 6. L'article 5quinquies est remplacé par le libellé suivant :</p> <p>« Art 5quinquies Il est constitué pour chaque élève un portfolio qui comprend:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le journal de bord de l'élève où celui-ci inscrit des informations concernant son parcours scolaire et son projet personnel de formation. Le journal de bord sert d'outil d'auto-évaluation à l'élève; 2. le dossier qui documente le parcours d'apprentissage personnel de l'élève. L'équipe pédagogique y réunit avec l'élève les documents représentatifs 	<p>L'organisation scolaire comprend:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) des modules d'enseignement; 2) des séquences de rédaction de mémoires; 3) des activités complémentaires; 4) un encadrement. <p>Les élèves participent obligatoirement à un total de trente à trente-deux unités d'enseignement et d'entreprise, dont six unités d'entreprise en classes de troisième et de deuxième, ainsi qu'aux séquences de direction des mémoires, des séquences d'études et de récréation.</p> <p><i>(Loi du *)</i></p> <p>Art. 5quater. Le programme du lycée-pilote comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la préparation indispensable au diplôme visé ; 2. les unités d'entreprise ; 3. un mémoire collectif en classe de troisième et un mémoire individuel en classe de deuxième. <p>Les nombres des unités d'enseignement dans les différentes disciplines sont fixés par règlement grand-ducal.</p> <p>«À l'exception de la rédaction des mémoires», les matières enseignées sont les mêmes que celles prévues pour les classes de troisième à première des différentes sections de l'enseignement secondaire et des classes de 10e à 12e, respectivement 13e des différents régimes, divisions et sections de l'enseignement secondaire technique.</p> <p><i>(Loi du *)</i></p> <p>Art. 5quinquies. Il est constitué pour chaque élève un portfolio qui comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le journal de bord de l'élève où celui-ci inscrit des informations concernant son parcours scolaire et

<p><i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i></p>	<p>ducal détermine le nombre de modules par année scolaire, les modules obligatoires, les modules optionnels et le nombre de modules optionnels que l'élève doit choisir.</p>	<p><i>Projet de loi modificatif</i></p> <p>des travaux qu'il réalise au cours du cycle de formation. Des savoirs et des savoir-faire qui ne figurent pas dans les programmes peuvent également être inscrits dans le dossier. Les parents peuvent consulter le dossier de l'élève;</p> <p>3. le bulletin établi par l'équipe pédagogique qui y inscrit:</p> <p>a) les notes obtenues dans chaque discipline ;</p> <p>b) une appréciation du travail de l'élève dans les unités d'entreprise, à des fins d'orientation ;</p> <p>c) une appréciation du mémoire, à des fins d'orientation, en fin d'année scolaire ;</p> <p>d) des observations du conseil de classe à des fins d'orientation ;</p> <p>e) la décision de promotion prise par le conseil de classe en fin d'année scolaire</p> <p>Le bulletin est établi à la fin de chaque semestre et remis aux parents. »</p> <p>Art. 7. A l'article 5sexies sont apportés les modifications suivantes:</p> <p>1. L'alinéa 3 est supprimé</p> <p>2. Il est complété par les alinéas suivants :</p> <p>« Le volume des mémoires est compris entre 7500 et 10000 mots.</p> <p>Les mémoires sont accompagnés par des directeurs de mémoire, nommés par le</p>	<p><i>Texte coordonné</i></p> <p>son projet personnel de formation. Le journal de bord sert d'outil d'auto-évaluation à l'élève ;</p> <p>2. le dossier qui documente le parcours d'apprentissage personnel de l'élève. L'équipe pédagogique y réunit avec l'élève les documents représentatifs des travaux qu'il réalise au cours du cycle de formation. Des savoirs et des savoir-faire qui ne figurent pas dans les programmes peuvent également être inscrits dans le dossier. Les parents peuvent consulter le dossier de l'élève ;</p> <p>3. le bulletin établi par l'équipe pédagogique qui y inscrit :</p> <p>a) les notes obtenues dans chaque discipline ;</p> <p>b) une appréciation du travail de l'élève dans les unités d'entreprise, à des fins d'orientation ;</p> <p>c) une appréciation du mémoire, à des fins d'orientation, en fin d'année scolaire ;</p> <p>d) des observations du conseil de classe à des fins d'orientation ;</p> <p>e) la décision de promotion prise par le conseil de classe en fin d'année scolaire.</p> <p>Le bulletin est établi à la fin de chaque semestre et remis aux parents.</p> <p>À l'exception de l'éducation physique, l'ensemble du programme de formation est divisé en modules obligatoires qui constituent la préparation indispensable au diplôme visé et en modules optionnels dont le volume ne peut pas excéder un quart du total des modules; chaque élève doit choisir un nombre déterminé de modules optionnels. Les élèves participent obligatoirement à deux activités complémentaires dont une d'éducation physique et sportive. Un règlement grand-ducal détermine le nombre de modules par année scolaire, les modules obligatoires, les modules optionnels et le nombre de modules optionnels que l'élève doit choisir.</p>
--	---	---	---

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>Art. 5sexies. La rédaction de mémoires constitue un travail de recherche créative, de réflexion et de synthèse réalisé soit individuellement soit en groupe. Chaque mémoire fait l'objet d'une soutenance publique.</p> <p>En classe de 3^e, le mémoire réalisé en travail en groupe porte sur un sujet de culture générale. En classe de 2^e, le mémoire individuel porte sur la spécialisation de l'élève.</p> <p>Les modalités d'acceptation du sujet, de volume et de présentation du mémoire, de direction et d'appréciation du mémoire sont déterminées par règlement grand-ducal.»</p>	<p>directeur parmi les membres du personnel du lycée-pilote. »</p> <p>Art. 8. Il est inséré un Chapitre Ilbis libellé comme suit :</p> <p>« Chapitre Ilbis. Les unités d'entreprise »</p> <p>Art. 9. Il est inséré un article 5septies libellé comme suit :</p> <p>« Art. 5septies. Les unités d'entreprise initient aux pratiques économiques, sociales et écologiques dans un contexte de production.</p> <p>Les unités d'entreprise sont organisées sous forme de stage conventionné, ayant lieu dans des entités appelées « entreprises ».</p> <p>Le directeur place les entreprises sous la responsabilité d'un personnel expérimenté dans la spécialité correspondante.</p>	<p>(Loi du *)</p> <p>Art. 5sexies. La rédaction de mémoires constitue un travail de recherche créative, de réflexion et de synthèse réalisé soit individuellement, soit en groupe. Chaque mémoire fait l'objet d'une soutenance publique.</p> <p>En classe de 3^e, le mémoire réalisé en travail en groupe porte sur un sujet de culture générale. En classe de 2^e, le mémoire individuel porte sur la spécialisation de l'élève.</p> <p>Les modalités d'acceptation du sujet, de volume et de présentation du mémoire, de direction et d'appréciation du mémoire sont déterminées par règlement grand-ducal</p> <p>Le volume des mémoires est compris entre 7500 et 10000 mots.</p> <p>Les mémoires sont accompagnés par des directeurs de mémoire, nommés par le directeur parmi les membres du personnel du lycée-pilote.</p> <p>(Loi du *)</p> <p>« Chapitre Ilbis. Les unités d'entreprise »</p> <p>(Loi du *)</p> <p>Art. 5septies. Les unités d'entreprise initient aux pratiques économiques, sociales et écologiques dans un contexte de production.</p> <p>Les unités d'entreprise sont organisées sous forme de stage conventionné, ayant lieu dans des entités appelées « entreprises ».</p>

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p><i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i></p>	<p>La tâche du personnel des entreprises comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la mise en place, le maintien et le développement d'une production de biens ou de services ; 2. la conception, la réalisation et le développement d'une distribution ou d'une commercialisation ; 3. la pérennisation de la production et de la distribution ; 4. la recherche de moyens de production et de distribution respectueux de l'environnement et de la santé ; 5. l'implication des élèves dans toutes les activités de l'entreprise ; 6. la valorisation des spécialités correspondantes y compris au niveau professionnel ; 7. l'utilisation des nouvelles technologies ; 8. le soutien des élèves au niveau de la documentation de leurs activités au sein de l'entreprise ; 9. l'organisation d'un accueil occasionnel d'élèves d'autres entreprises. » <p>Art. 10. À l'article 6 sont apportées les modifications suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. À l'alinéa 2, les termes « chargée de l'organisation de l'enseignement, des séquences d'études et des activités complémentaires. » sont remplacés par ceux de « en charge des unités d'enseignement, ainsi que des séquences d'études. L'entité formée par l'équipe pédagogique et les classes dont elle a la responsabilité est appelée « maison ». 2. L'alinéa 3 est supprimé. 	<p>Le directeur place les entreprises sous la responsabilité d'un personnel expérimenté dans la spécialité correspondante.</p> <p>La tâche du personnel des entreprises comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la mise en place, le maintien et le développement d'une production de biens ou de services ; 2. la conception, la réalisation et le développement d'une distribution ou d'une commercialisation ; 3. la pérennisation de la production et de la distribution ; 4. la recherche de moyens de production et de distribution respectueux de l'environnement et de la santé ; 5. l'implication des élèves dans toutes les activités de l'entreprise ; 6. la valorisation des spécialités correspondantes y compris au niveau professionnel ; 7. l'utilisation des nouvelles technologies ; 8. le soutien des élèves au niveau de la documentation de leurs activités au sein de l'entreprise ; 9. l'organisation d'un accueil occasionnel d'élèves d'autres entreprises. » <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>« Chapitre III. L'encadrement des élèves »</p> <p><i>(Loi du *)</i></p> <p>Art. 6. L'horaire hebdomadaire est agencé en vue de l'intégration de l'enseignement et de l'encadrement éducatif des élèves par des équipes pédagogiques composées d'enseignants et d'éducateurs gradués.</p> <p>Le directeur place plusieurs classes sous la responsabilité d'une équipe pédagogique, en charge des unités</p>

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>progression des élèves, sur la conception des études et les mesures de perfectionnement à proposer. Elle coordonne les projets et assure leur caractère interdisciplinaire.</p> <p>Dans la mesure du possible, une même équipe accompagne les mêmes classes pendant le cycle d'orientation.</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>«Chaque élève est suivi par un tuteur qui est un enseignant membre de l'équipe pédagogique.</p> <p>Le tuteur est l'interlocuteur privilégié des parents. L'équipe pédagogique organise une disponibilité pour le tutorat.»</p> <p>La tâche des enseignants comporte une tâche d'enseignement et la concertation dans les équipes pédagogiques, la préparation et l'organisation des cours en commun, la disponibilité, la surveillance, des travaux administratifs ainsi que la participation à des séances de formation continue.</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>«La tâche hebdomadaire de l'éducateur gradué comprend:</p> <p>a) la collaboration dans les équipes pédagogiques;</p> <p>b) l'organisation et la supervision des séquences d'études et de récréation;</p> <p>c) le soutien et l'accompagnement des élèves dans l'acquisition de compétences sociales;</p> <p>d) l'élaboration de projets socio-éducatifs;</p> <p>e) des activités pédagogiques au sein de l'établissement scolaire;</p> <p>f) l'éducation des élèves à la vie lycéenne dans un contexte de coopération et de participation.»</p> <p>Le volume de la tâche d'enseignement des enseignants et le volume des activités qu'ils doivent prêter</p>	<p>3. L'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :</p> <p>« Chaque élève est suivi par un tuteur membre du personnel du lycée-pilote. »</p> <p>4. À l'alinéa 5, les termes « et de l'élève en matière d'orientation » sont insérés entre les termes « Le tuteur est l'interlocuteur privilégié des parents » et « L'équipe pédagogique organise une disponibilité pour le tutorat. »</p> <p>5. L'alinéa 7 est remplacé par l'alinéa suivant :</p> <p>« La tâche hebdomadaire de l'éducateur gradué comprend :</p> <p>a) la gestion d'une maison, en collaboration avec les enseignants et les élèves ;</p> <p>b) l'assurance d'une atmosphère chaleureuse et studieuse au sein de la maison ;</p> <p>c) l'organisation et la supervision des séquences d'études et de récréation ;</p> <p>d) le maintien de l'ordre et de la discipline ;</p> <p>e) la gestion des absences et des disponibilités ;</p> <p>f) l'organisation des réunions de concertation de l'équipe pédagogique ;</p> <p>g) l'encadrement socio-éducatif des élèves et l'assistance à des élèves en difficulté ;</p> <p>h) la représentation de la maison auprès de la direction.»</p>	<p>d'enseignement, ainsi que des séquences d'études. L'entité formée par l'équipe pédagogique et les classes dont elle a la responsabilité est appelée « maison » chargée de l'organisation de l'enseignement, des séquences d'étude et des activités complémentaires. L'équipe se concerte sur la progression des élèves, sur la conception des études et les mesures de perfectionnement à proposer. Elle coordonne les projets et assure leur caractère interdisciplinaire.</p> <p>Dans la mesure du possible, une même équipe accompagne les mêmes classes pendant le cycle d'orientation.</p> <p>Chaque élève est suivi par un tuteur, membre du personnel du lycée-pilote.</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>«Chaque élève est suivi par un tuteur qui est un enseignant membre de l'équipe pédagogique.</p> <p>Le tuteur est l'interlocuteur privilégié des parents et de l'élève en matière d'orientation. L'équipe pédagogique organise une disponibilité pour le tutorat.</p> <p>La tâche des enseignants comporte une tâche d'enseignement et la concertation dans les équipes pédagogiques, la préparation et l'organisation des cours en commun, la disponibilité, la surveillance, des travaux administratifs ainsi que la participation à des séances de formation continue.</p> <p>La tâche hebdomadaire de l'éducateur gradué comprend :</p> <p>a) la gestion d'une maison, en collaboration avec les enseignants et les élèves ;</p> <p>b) l'assurance d'une atmosphère chaleureuse et studieuse au sein de la maison ;</p> <p>c) l'organisation et la supervision des séquences d'études et de récréation ;</p> <p>d) le maintien de l'ordre et de la discipline ;</p> <p>e) la gestion des absences et des disponibilités ;</p>

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>au lycée en dehors de l'enseignement sont fixés par règlement grand-ducal. Il en est de même du volume de la tâche des éducateurs gradués, ainsi que du volume de la tâche des autres personnels occupés au lycée-pilote.</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>«Chapitre IV. La structure participative»</p> <p>Art. 7. L'organisation du lycée-pilote est établie conformément aux dispositions de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, à l'exception des dispositions de l'article 20 relatives à la composition du conseil de classe et de celles de l'article 36 relatives à la composition du conseil d'éducation.</p>	<p>Art. 11. A l'article 8, les termes « de l'équipe pédagogique de la classe » sont remplacés par ceux de « des titulaires des</p>	<p>f) l'organisation des réunions de concertation de l'équipe pédagogique ;</p> <p>g) l'encadrement socio-éducatif des élèves et l'assistance à des élèves en difficulté ;</p> <p>h) la représentation de la maison auprès de la direction.</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>«La tâche hebdomadaire de l'éducateur gradué comprend:</p> <p>a) la collaboration dans les équipes pédagogiques;</p> <p>b) l'organisation et la supervision des séquences d'études et de récréation;</p> <p>c) le soutien et l'accompagnement des élèves dans l'acquisition de compétences sociales;</p> <p>d) l'élaboration de projets socio-éducatifs;</p> <p>e) des activités pédagogiques au sein de l'établissement scolaire;</p> <p>f) l'éducation des élèves à la vie lycéenne dans un contexte de coopération et de participation.»</p> <p>Le volume de la tâche d'enseignement des enseignants et le volume des activités qu'ils doivent prêter au lycée en dehors de l'enseignement sont fixés par règlement grand-ducal. Il en est de même du volume de la tâche des éducateurs gradués, ainsi que du volume de la tâche des autres personnels occupés au lycée-pilote.</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>« Chapitre IV. La structure participative »</p> <p>Art. 7. L'organisation du lycée-pilote est établie conformément aux dispositions de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, à l'exception des dispositions de l'article 20 relatives à la composition du conseil de classe et de celles de</p>

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>Art. 8. Par dérogation aux dispositions de l'article 20 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, il est institué pour chaque classe un conseil de classe composé de l'équipe pédagogique de la classe, du directeur du lycée ou de son délégué, ainsi que d'un représentant du « service psycho-social et d'accompagnement scolaires ».</p>	<p>élèves de la classe, des tuteurs concernés, des éducateurs gradués de l'équipe pédagogique concernée, ».</p> <p>Art. 12. À l'article 9, alinéa 2, les termes « À la fin du premier trimestre » sont remplacés par ceux de « Au milieu du premier semestre ».</p>	<p>(<i>Loi du 25 juillet 2005</i>)</p> <p>«Chapitre V. La promotion au cycle d'orientation»</p> <p>Art. 9. Pendant le cycle d'orientation, à la fin de chaque année scolaire, le conseil de classe propose sur la base du dossier et du bulletin, documentant dans quelle mesure l'élève a développé le socle de compétences pour suivre avec fruit l'enseignement dans la classe subséquente, aux parents :</p> <p>a) soit de faire avancer l'élève dans la classe suivante du même ordre ou régime d'enseignement;</p> <p>b) soit de l'orienter vers une classe subséquente d'un ordre ou régime d'enseignement mieux adapté à ses capacités et ses aspirations;</p> <p>c) soit de faire redoubler l'élève.</p>
<p>(<i>Loi du 25 juillet 2005</i>)</p> <p>«Chapitre V. La promotion au cycle d'orientation»</p> <p>Art. 9. Pendant le cycle d'orientation, à la fin de chaque année scolaire, le conseil de classe propose sur la base du dossier et du bulletin, documentant dans quelle mesure l'élève a développé le socle de compétences pour suivre avec fruit l'enseignement dans la classe subséquente, aux parents :</p> <p>a) soit de faire avancer l'élève dans la classe suivante du même ordre ou régime d'enseignement;</p> <p>b) soit de l'orienter vers une classe subséquente d'un ordre ou régime d'enseignement mieux adapté à ses capacités et ses aspirations;</p> <p>c) soit de faire redoubler l'élève.</p>	<p>(<i>Loi du 12 mai 2009</i>)</p> <p>« Chapitre V. La promotion au cycle d'orientation »</p> <p>Art. 9. Pendant le cycle d'orientation, à la fin de chaque année scolaire, le conseil de classe propose sur la base du dossier et du bulletin, documentant dans quelle mesure l'élève a développé le socle de compétences pour suivre avec fruit l'enseignement dans la classe subséquente, aux parents :</p> <p>a) soit de faire avancer l'élève dans la classe suivante du même ordre ou régime d'enseignement ;</p> <p>b) soit de l'orienter vers une classe subséquente d'un ordre ou régime d'enseignement mieux adapté à ses capacités et ses aspirations ;</p> <p>c) soit de faire redoubler l'élève.</p>	<p>(<i>Loi du 12 mai 2009</i>)</p> <p>« Chapitre V. La promotion au cycle d'orientation »</p> <p>Art. 9. Pendant le cycle d'orientation, à la fin de chaque année scolaire, le conseil de classe propose sur la base du dossier et du bulletin, documentant dans quelle mesure l'élève a développé le socle de compétences pour suivre avec fruit l'enseignement dans la classe subséquente, aux parents :</p> <p>a) soit de faire avancer l'élève dans la classe suivante du même ordre ou régime d'enseignement ;</p> <p>b) soit de l'orienter vers une classe subséquente d'un ordre ou régime d'enseignement mieux adapté à ses capacités et ses aspirations ;</p> <p>c) soit de faire redoubler l'élève.</p>

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>Les parents avalisent la proposition de progression ou d'orientation faite par le conseil de classe. Dans le cas contraire, les parents et l'élève s'engagent à prendre les dispositions préconisées par le conseil de classe pour assurer le progrès de l'élève dans la classe suivante. À la fin du premier trimestre, le conseil de classe apprécie si l'élève et les parents respectent les dispositions préconisées. À défaut, le conseil de classe décide de réorienter l'élève.</p> <p>Art. 10. Il est institué un jury auquel, à la fin du cycle d'orientation, l'équipe pédagogique présente le dossier et le bulletin de l'élève ainsi qu'un avis de promotion et d'orientation.</p> <p>Chaque jury comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. un enseignant qui peut se prévaloir d'une expérience d'enseignement « dans les classes supérieures de l'enseignement secondaire général »; 2. un enseignant qui peut se prévaloir d'une expérience d'enseignement « dans les classes de la formation professionnelle initiale ou de la formation professionnelle de base »; 3. deux enseignants qui peuvent se prévaloir d'une expérience d'enseignement « dans les classes supérieures de l'enseignement secondaire classique »; 4. le directeur du lycée-pilote ou son délégué. <p>Les enseignants qui sont membres du jury sont choisis parmi des titulaires enseignant dans des lycées (...)³ autres que le lycée-pilote et ils sont nommés par le ministre.</p>		<p>(Loi du *)</p> <p>Les parents avalisent la proposition de progression ou d'orientation faite par le conseil de classe. Dans le cas contraire, les parents et l'élève s'engagent à prendre les dispositions préconisées par le conseil de classe pour assurer le progrès de l'élève dans la classe suivante. Au milieu du premier semestre À la fin du premier trimestre, le conseil de classe apprécie si l'élève et les parents respectent les dispositions préconisées. À défaut, le conseil de classe décide de réorienter l'élève.</p> <p>Art. 10. Il est institué un jury auquel, à la fin du cycle d'orientation, l'équipe pédagogique présente le dossier et le bulletin de l'élève ainsi qu'un avis de promotion et d'orientation.</p> <p>Chaque jury comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. un enseignant qui peut se prévaloir d'une expérience d'enseignement « dans les classes supérieures de l'enseignement secondaire général »; 2. un enseignant qui peut se prévaloir d'une expérience d'enseignement « dans les classes de la formation professionnelle initiale ou de la formation professionnelle de base »; 3. deux enseignants qui peuvent se prévaloir d'une expérience d'enseignement « dans les classes supérieures de l'enseignement secondaire classique »; 4. le directeur du lycée-pilote ou son délégué. <p>Les enseignants qui sont membres du jury sont choisis parmi des titulaires enseignant dans des lycées (...)⁴ autres que le lycée-pilote et ils sont nommés par le ministre.</p>

² Modifié par la loi du 22 juin 2017.

³ Modifié par la loi du 29 août 2017

⁴ Supprimé par la loi du 29 août 2017.

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>Le jury prend une décision de promotion et d'orientation. Il vérifie si l'élève a suffisamment développé le socle de compétences pour suivre avec fruit l'enseignement dans l'ordre, le régime et la section qu'il a visés dans son projet de formation. Il prend également en considération l'avis exprimé par ses parents.</p> <p>L'élève peut demander à être entendu par le jury. Le jury peut également demander à entendre un élève.</p> <p>Le jury prend sa décision à la majorité des voix.</p> <p>Les membres du jury touchent une indemnité à fixer par le Gouvernement en conseil.</p> <p><i>(Loi du 29 août 2017)</i></p> <p>« Art. 11. Pour l'élève de l'enseignement secondaire général, le jury prend l'une des décisions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. il admet l'élève à une classe de 4e de l'enseignement secondaire classique ou général ou à la formation professionnelle initiale en fonction des profils d'accès que l'élève a atteints ; 2. il donne à l'élève la possibilité de redoubler la classe ou lui propose une orientation vers une classe IPDM. <p>Pour l'élève de l'enseignement secondaire classique, le jury prend l'une des décisions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. il admet l'élève en classe de 3e de l'enseignement secondaire classique en déterminant les sections qui lui sont accessibles ; 2. il oriente l'élève vers une classe de 4e de l'enseignement secondaire général en fonction des profils d'accès que l'élève a atteints ; 3. il donne à l'élève la possibilité de redoubler la classe. <p>Avec l'accord de l'élève et de ses parents, l'équipe pédagogique d'un élève de la classe de 5e de l'enseignement secondaire classique peut soumettre le dossier et le bulletin de l'élève au jury qui peut prendre l'une des décisions suivantes :</p>		<p>Le jury prend une décision de promotion et d'orientation. Il vérifie si l'élève a suffisamment développé le socle de compétences pour suivre avec fruit l'enseignement dans l'ordre, le régime et la section qu'il a visés dans son projet de formation. Il prend également en considération l'avis exprimé par ses parents.</p> <p>L'élève peut demander à être entendu par le jury. Le jury peut également demander à entendre un élève.</p> <p>Le jury prend sa décision à la majorité des voix.</p> <p>Les membres du jury touchent une indemnité à fixer par le Gouvernement en conseil.</p> <p><i>(Loi du 29 août 2017)</i></p> <p>« Art. 11. Pour l'élève de l'enseignement secondaire général, le jury prend l'une des décisions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. il admet l'élève en classe de 4e de l'enseignement secondaire classique ou général ou à la formation professionnelle initiale en fonction des profils d'accès que l'élève a atteints ; 2. il donne à l'élève la possibilité de redoubler la classe ou lui propose une orientation vers une classe IPDM. <p>Pour l'élève de l'enseignement secondaire classique, le jury prend l'une des décisions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. il admet l'élève en classe de 3e de l'enseignement secondaire classique en déterminant les sections qui lui sont accessibles ; 2. il oriente l'élève en classe de 4e de l'enseignement secondaire général en fonction des profils d'accès que l'élève a atteints ; 3. il donne à l'élève la possibilité de redoubler la classe. <p>Avec l'accord de l'élève et de ses parents, l'équipe pédagogique d'un élève de la classe de 5e de l'enseignement secondaire classique peut soumettre le dossier et le bulletin de l'élève au jury qui peut prendre l'une des décisions suivantes :</p>

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>1. il admet l'élève en classe de 3^e de l'enseignement secondaire classique en déterminant les sections qui lui sont accessibles ;</p> <p>2. il oriente l'élève vers une classe de 4^e de l'enseignement secondaire général en fonction des profils d'accès que l'élève a atteints. »</p> <p>(Loi du 12 mai 2009)</p> <p>« Chapitre VI. La promotion au cycle de formation</p> <p>Art. 11bis. Pendant le cycle de formation la promotion des élèves se fait sur la base de l'évaluation des modules et des ajournements et de l'acceptation du mémoire. Chaque module, chaque ajournement est évalué par une note. Un module ou un ajournement est réussi lorsque la moitié des points a été obtenue. Les critères d'évaluation des modules et d'acceptation du mémoire sont déterminés par règlement grand-ducal.</p> <p>L'élève qui réussit chaque module et dont le mémoire est accepté réussit l'année. L'élève qui obtient des notes insuffisantes dans plus du quart des modules échoue. Un mémoire non accepté peut être soutenu une seconde fois en septembre.</p> <p>Dans tous les autres cas, le conseil de classe décide soit d'une réussite, soit d'un échec, soit d'un ou de plusieurs ajournements. Le conseil de classe peut consulter l'élève avant de prendre sa décision.</p> <p>L'élève ajourné qui a obtenu une note suffisante dans chaque épreuve d'ajournement ainsi que l'élève dont le mémoire soutenu en septembre a été accepté réussit l'année.</p> <p>Le conseil de classe peut dispenser un élève redoublant de la rédaction d'un mémoire et de la passation d'un certain nombre de modules réussis au cours de l'année précédente et l'admettre à des modules de la classe suivante. Pour être admis aux modules de la</p>	<p>Art. 13. L'article 11bis est remplacé par le libellé suivant :</p> <p>« Art. 11bis. Pendant le cycle de formation, la promotion des élèves se fait sur la base de l'évaluation des disciplines et des ajournements. A l'exception des disciplines organisées pendant un seul semestre, chaque discipline donne lieu à deux notes semestrielles. Si ces deux notes sont suffisantes, la discipline est réussie. Si les deux notes sont insuffisantes, la discipline n'est pas réussie. Si l'une des deux notes est insuffisante, le titulaire décide si la discipline est réussie ou non. Dans le cas d'une discipline organisée pendant un seul semestre, la note semestrielle est déterminante.</p> <p>L'élève qui réussit toutes les disciplines réussit l'année.</p> <p>L'élève qui échoue dans plus d'un tiers des disciplines échoue.</p> <p>Dans tous les autres cas, le conseil de classe décide soit d'une réussite, soit d'un échec, soit d'un ou de plusieurs ajournements. Le conseil de classe peut consulter l'élève avant de prendre sa décision.</p> <p>L'élève ajourné qui a obtenu une note suffisante dans chaque épreuve d'ajournement réussit l'année.</p> <p>Les critères d'évaluation des disciplines et de l'ajournement, ainsi que les modalités de l'ajournement sont déterminés par règlement grand-ducal. »</p>	<p>1. il admet l'élève en classe de 3^e de l'enseignement secondaire classique en déterminant les sections qui lui sont accessibles ;</p> <p>2. il oriente l'élève vers une classe de 4^e de l'enseignement secondaire général en fonction des profils d'accès que l'élève a atteints. »</p> <p>(Loi du 12 mai 2009)</p> <p>« Chapitre VI. La promotion au cycle de formation »</p> <p>(Loi du *)</p> <p>Art. 11bis. Pendant le cycle de formation, la promotion des élèves se fait sur la base de l'évaluation des disciplines et des ajournements. A l'exception des disciplines organisées pendant un seul semestre, chaque discipline donne lieu à deux notes semestrielles. Si ces deux notes sont suffisantes, la discipline est réussie. Si les deux notes sont insuffisantes, la discipline n'est pas réussie. Si l'une des deux notes est insuffisante et l'autre suffisante, le titulaire décide si la discipline est réussie ou non. Dans le cas d'une discipline organisée pendant un seul semestre, la note semestrielle est déterminante.</p> <p>L'élève qui réussit toutes les disciplines réussit l'année.</p> <p>L'élève qui échoue dans plus d'un tiers des disciplines échoue.</p> <p>Dans tous les autres cas, le conseil de classe décide soit d'une réussite, soit d'un échec, soit d'un ou de plusieurs ajournements. Le conseil de classe peut consulter l'élève avant de prendre sa décision.</p> <p>L'élève ajourné qui a obtenu une note suffisante dans chaque épreuve d'ajournement réussit l'année.</p>

<p><i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i></p>	<p><i>Projet de loi modificatif</i></p>	<p><i>Texte coordonné</i></p>
<p>classe de Ire, l'élève doit avoir réussi la classe de deuxième.</p> <p>En classe de première, la note annuelle dans une « discipline » est la moyenne arithmétique des notes obtenues dans les différents modules de cette « discipline ». Dans chaque « discipline », l'épreuve finale de deux modules est à double correction. La note annuelle en éducation physique est celle attribuée dans le cadre de l'activité complémentaire y afférente.</p>		<p>Les critères d'évaluation des disciplines et de l'ajournement, ainsi que les modalités de l'ajournement sont déterminés par règlement grand-ducal.</p> <p>Pendant le cycle de formation la promotion des élèves se fait sur la base de l'évaluation des modules et des ajournements et de l'acceptation du mémoire. Chaque module, chaque ajournement est évalué par une note. Un module ou un ajournement est réussi lorsque la moitié des points a été obtenue. Les critères d'évaluation des modules et d'acceptation du mémoire sont déterminés par règlement grand-ducal.</p> <p>L'élève qui réussit chaque module et dont le mémoire est accepté réussit l'année. L'élève qui obtient des notes insuffisantes dans plus du quart des modules échoue. Un mémoire non-accepté peut être soutenu une seconde fois en septembre.</p> <p>Dans tous les autres cas, le conseil de classe décide soit d'une réussite, soit d'un échec, soit d'un ou de plusieurs ajournements. Le conseil de classe peut consulter l'élève avant de prendre sa décision.</p> <p>L'élève ajourné qui a obtenu une note suffisante dans chaque épreuve d'ajournement ainsi que l'élève dont le mémoire soutenu en septembre a été accepté réussit l'année.</p> <p>Le conseil de classe peut dispenser un élève redoublant de la rédaction d'un mémoire et de la passation d'un certain nombre de modules réussis au cours de l'année précédente et l'admettre à des modules de la classe suivante. Pour être admis aux modules de la classe de Ire, l'élève doit avoir réussi la classe de deuxième.</p> <p>En classe de première, la note annuelle dans une branche est la moyenne arithmétique des notes obtenues dans les différents modules de cette branche. Dans chaque branche, l'épreuve finale de deux modules est à double correction. La note annuelle en</p>

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p><i>(Loi du 29 août 2017)</i></p> <p>« Art. 11ter. L'examen de fin d'études secondaires des élèves du lycée-pilote est identique à celui prévu pour les élèves des autres lycées. »</p> <p>Art. 12. Par dérogation aux dispositions de l'article 36 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées (...), le conseil d'éducation du lycée-pilote comprend, en dehors du directeur de l'établissement, deux délégués du comité des parents d'élèves et deux délégués du comité de la conférence du lycée » et un délégué du comité des éducateurs gradués.</p> <p>Les attributions du comité des éducateurs gradués qui se donne un règlement interne de fonctionnement sont fixées par règlement grand-ducal.</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>« Chapitre VII. Le personnel du lycée-pilote »</p> <p><i>(Loi du 29 août 2017)</i></p> <p>« Art. 13. Le personnel de l'établissement comprend les fonctions et emplois prévus par la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire. »</p>	<p>Art. 14. L'article 12 est abrogé.</p> <p>Art. 15. L'article 13 est remplacé par le libellé suivant :</p> <p>« Art. 13. Le cadre du personnel comprend un directeur, des directeurs adjoints et des fonctionnaires des différentes catégories de traitement telles que prévues par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat.</p> <p>Il peut être complété par des fonctionnaires stagiaires, des employés et des salaires de l'Etat dans la limite des crédits budgétaires.</p>	<p>éducation physique est celle attribuée dans le cadre de l'activité complémentaire y afférente.</p> <p><i>(Loi du 29 août 2017)</i></p> <p>« Art. 11ter. L'examen de fin d'études secondaires des élèves du lycée-pilote est identique à celui prévu pour les élèves des autres lycées. »</p> <p>Art. 12. (Loi du *) abrogé</p> <p>Par dérogation aux dispositions de l'article 36 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées (...), le conseil d'éducation du lycée-pilote comprend, en dehors du directeur de l'établissement, deux délégués du comité des élèves et deux délégués du comité de la conférence du lycée »⁶ et un délégué du comité des éducateurs gradués.</p> <p>Les attributions du comité des éducateurs gradués qui se donne un règlement interne de fonctionnement sont fixées par règlement grand-ducal.</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>« Chapitre VII. Le personnel du lycée-pilote »</p> <p><i>(Loi du *)</i></p> <p>Art. 13. Le cadre du personnel comprend un directeur, des directeurs adjoints et des fonctionnaires des différentes catégories de traitement telles que prévues par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat.</p> <p>Il peut être complété par des fonctionnaires stagiaires, des employés et des salariés de l'Etat dans la limite des crédits budgétaires.</p>

5 Supprimé par la loi du 29 août 2017.

6 Modifié par la loi du 29 août 2017.

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>Art. 14. Les qualifications du directeur et du directeur adjoint de l'établissement sont celles requises dans les lycées ou les lycées techniques.</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>«Art. 14bis. L'offre scolaire comprend un restaurant scolaire et un internat, placés sous la responsabilité du directeur du lycée-pilote.»</p>	<p>riés de l'Etat dans la limite des crédits budgétaires. »</p> <p>Art. 16. Il est inséré un article 13bis libellé comme suit :</p> <p>« Art. 13bis. Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1er, point e) de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat, les employés relevant du sous-groupe administratif engagés pour les besoins spécifiques des unités d'entreprise doivent remplir les conditions particulières suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans la spécialité demandée ; 2. prouver par des certificats qu'ils ont atteint le niveau B2 du cadre européen commun de référence des langues dans au moins une des langues administratives définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. <p>La tâche hebdomadaire et les congés des employés en charge des unités d'entreprise sont fixés par règlement grand-ducal. »</p>	<p>Le personnel de l'établissement comprend les fonctions et emplois prévus par loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire.</p> <p><i>(Loi du *)</i></p> <p>Art. 13bis. Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1er, point e) de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat, les employés relevant du sous-groupe administratif engagés pour les besoins spécifiques des unités d'entreprise doivent remplir les conditions particulières suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans la spécialité demandée ; 2. prouver par des certificats qu'ils ont atteint le niveau B2 du cadre européen commun de référence des langues dans au moins une des langues administratives définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. <p>La tâche hebdomadaire et les congés des employés en charge des unités d'entreprise sont fixés par règlement grand-ducal.</p> <p>Art. 14. Les qualifications du directeur et du directeur adjoint de l'établissement sont celles requises dans les lycées ou les lycées techniques.</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>«Art. 14bis. L'offre scolaire comprend un restaurant scolaire et un internat, placés sous la responsabilité du directeur du lycée-pilote. »</p>

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>Art. 15. Le Gouvernement est autorisé à procéder aux engagements de renforcement à titre permanent suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) 1 psychologue; 2) 1 assistant social ou d'hygiène sociale; 3) 14 éducateurs gradués (ou éducateurs)⁷; 4) 1 rédacteur faisant fonction de secrétaire; 5) 1 bibliothécaire-documentaliste; 6) 2 employés de l'État de la carrière D; 7) 3 artisans; 8) 1 concierge; 9) 1 garçon de salle. <p>Art. 16. Les engagements définitifs au service de l'État résultant des dispositions de l'article 15 se font par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement</p>	<p>Art. 17. Il est inséré un article 14ter libellé comme suit :</p> <p>« Art. 14ter. Le lycée-pilote est autorisé à percevoir des recettes pour des prestations issues des « entreprises ». »</p> <p>Art. 18. La présente loi entre en vigueur à la rentrée scolaire 2018/2019.</p>	<p><i>(Loi du *)</i></p> <p>Art. 14ter. Le lycée-pilote est autorisé à percevoir des recettes pour des prestations issues des « entreprises ».</p> <p>Art. 15. Le Gouvernement est autorisé à procéder aux engagements de renforcement à titre permanent suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) 1 psychologue ; 2) 1 assistant social ou d'hygiène sociale ; 3) 14 éducateurs gradués (ou éducateurs)⁷ ; 4) 1 rédacteur faisant fonction de secrétaire ; 5) 1 bibliothécaire-documentaliste ; 6) 2 employés de l'État de la carrière D ; 7) 3 artisans ; 8) 1 concierge ; 9) 1 garçon de salle. <p>Art. 16. Les engagements définitifs au service de l'État résultant des dispositions de l'article 15 se font par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement</p>

⁷ Modifié par la loi du 7 juillet 2011.

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>déterminés par les lois budgétaires pour les exercices futurs.</p> <p>Art. 17. p.m. (Loi du 12 mai 2009)</p> <p>«Chapitre VIII. Evaluation du lycée-pilote»</p> <p>Art. 18. Le fonctionnement du lycée-pilote fait l'objet d'une évaluation continue et un bilan est établi au plus tard cinq années après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p> <p>(Loi du 12 mai 2009)</p> <p>«Chapitre IX. Admission au lycée-pilote»</p> <p>Art. 19. Les élèves sont admis dans la première année du cycle d'orientation en fonction de l'avis d'orientation qui leur a été délivré à la fin « du cycle 4 de l'enseigne-</p>		<p>déterminés par les lois budgétaires pour les exercices futurs.⁸</p> <p>Art. 17. p.m. (Loi du 12 mai 2009)</p> <p>« Chapitre VIII. Evaluation du lycée-pilote »</p> <p>Art. 18. Le fonctionnement du lycée-pilote fait l'objet d'une évaluation continue et un bilan est établi au plus tard cinq années après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p> <p>(Loi du 12 mai 2009)</p> <p>« Chapitre IX. Admission au lycée-pilote »</p> <p>Art. 19. Les élèves sont admis dans la première année du cycle d'orientation en fonction de l'avis d'orientation qui leur a été délivré à la fin « du cycle 4 de l'enseigne-</p>

8 (Loi du 12 mai 2009) **Art. 2.** Par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement déterminés par les lois budgétaires concernées, le Gouvernement est autorisé à procéder aux engagements de renforcement à titre permanent suivants:

A. au lycée-pilote:

– pour les besoins du nouveau cycle de formation:

- 1) 2 éducateurs gradués
- 2) 1 bibliothécaire-documentaliste
- 3) 1 informaticien diplômé
- 4) 3 artisans
- 5) 2 employés D
- 6) 1 employé C

– pour les besoins de l'internat:

- 1) 8 éducateurs gradués
- 2) 1 concierge
- 3) 1 employé D

– pour les besoins de la restauration scolaire, sous le régime du contrat collectif des ouvriers de l'État:

- 1) 4 cuisiniers avec CATP
- 2) 4 cuisiniers sans CATP
- 3) 8 aides-ouvriers.

<i>Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote</i>	<i>Projet de loi modificatif</i>	<i>Texte coordonné</i>
<p>ment fondamental ». Ils sont répartis dans une classe correspondant soit à une « classe de 7^e de l'enseignement secondaire classique », soit à une « classe de 7^e de la voie d'orientation de l'enseignement secondaire général », soit à une « classe de 7^e de la voie de préparation de l'enseignement secondaire général ».</p> <p>Les élèves en provenance d'un autre lycée (...) sont admissibles à une classe correspondante de l'enseignement secondaire (...) et vice versa.</p> <p>Les élèves qui l'année précédente n'ont pas fréquenté une classe d'un lycée (...) du pays sont admis suivant les dispositions réglementaires en vigueur.</p> <p>Le lycée-pilote n'est pas soumis à la disposition de l'inscription prioritaire telle que définie à l'article 37 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées (...).</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>«Chapitre X. Disposition dérogatoire»</p> <p>Art. 20. Par dérogation à l'alinéa 1 de l'article 47 de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, titre VI: de l'enseignement secondaire, l'enseignement des langues vivantes dans les classes de 7^e du lycée-pilote comprend les langues française, allemande, luxembourgeoise et anglaise.</p>		<p>ment fondamental » . Ils sont répartis dans une classe correspondant soit à une « classe de 7^e de l'enseignement secondaire classique », soit à une « classe de 7^e de la voie d'orientation de l'enseignement secondaire général », soit à une « classe de 7^e de la voie de préparation de l'enseignement secondaire général ».</p> <p>Les élèves en provenance d'un autre lycée (...) ¹⁰ sont admissibles à une classe correspondante de l'enseignement secondaire (...) ¹⁰ et vice versa.</p> <p>Les élèves qui l'année précédente n'ont pas fréquenté une classe d'un lycée (...) ¹⁰ du pays sont admis suivant les dispositions réglementaires en vigueur.</p> <p>Le lycée-pilote n'est pas soumis à la disposition de l'inscription prioritaire telle que définie à l'article 37 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées (...) ¹⁰.</p> <p><i>(Loi du 12 mai 2009)</i></p> <p>« Chapitre X. Disposition dérogatoire »</p> <p>Art. 20. Par dérogation à l'alinéa 1 de l'article 47 de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, titre VI : de l'enseignement secondaire, l'enseignement des langues vivantes dans les classes de 7^e du lycée-pilote comprend les langues française, allemande, luxembourgeoise et anglaise.</p>

*

⁹ Modifié par la loi du 29 août 2017.

¹⁰ Supprimé par la loi du 29 août 2017.

FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote .
Ministère initiateur :	Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Auteur(s) :	Jeannot Medinger, Isabelle Stourm, Sandra Nilles
Téléphone :	247-85255
Courriel :	isabelle.stourm@men.lu
Objectif(s) du projet :	Le présent projet de loi a pour objectif de mettre en place une expérience entrepreneuriale pendant les études secondaires.
Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s) :	
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, IGF	
Date :	26.1.2018

Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui Non
 Si oui, laquelle/lesquelles :
 Remarques/Observations : Fonction publique, CHFEP, Chambre de commerce, Chambre des métiers, Chambre des salariés

2. Destinataires du projet :
 - Entreprises/Professions libérales : Oui Non
 - Citoyens : Oui Non
 - Administrations : Oui Non

3. Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a.¹
 (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)
 Remarques/Observations :

4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non
 Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non
 Remarques/Observations :

5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non
 Remarques/Observations :

6. Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui Non

¹ N.a. : non applicable.

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

- Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ?
(nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données interadministratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
8. Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
 - des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
 - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui Non N.a.
Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a.
Sinon, pourquoi ?
11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
 - b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui Non
- Remarques/Observations :
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui Non N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui Non
Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui Non N.a.
Si oui, lequel ?
Remarques/Observations :

Egalité des chances

15. Le projet est-il :
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

⁴ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
Si oui, expliquez de quelle manière :
- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
Si oui, expliquez pourquoi : Les conditions d'admissibilité sont identiques pour les femmes et les hommes.
- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
Si oui, expliquez de quelle manière :

16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.
Si oui, expliquez de quelle manière :

Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.
Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur : www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.
Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur : www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁵ Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

